

Alphabétisation

LES SAMEDI 2 ET DIMANCHE 3 SEPTEMBRE 2017

La lutte pour l'alphabétisation, une priorité pour le ministre de l'Éducation

Le ministre de l'Éducation, Sébastien Proulx, a fait de l'alphabétisation l'un des piliers de la Politique sur la réussite éducative, présentée en juin dernier. Les orientations et les objectifs sont bien définis, mais les solutions concrètes viendront plus tard, dans une stratégie spécifique très attendue.

JESSICA NADEAU

« **L**a stratégie sur l'alphabétisation, c'est un domaine où il y a plus de choses à faire qu'ailleurs », lance d'emblée le ministre en entrevue au *Devoir*.

« On a même eu de la difficulté — j'en étais le premier surpris — à trouver des données et à avoir des informations pour nous permettre d'aller rapidement de l'avant, mis à part les données que nous avons de l'Institut de la statistique ou de l'enquête internationale [Programme pour l'évaluation internationale des compétences pour adultes (PEICA)]. Ça n'a pas été une priorité gouvernementale assumée ou édictée de faire en sorte que l'État travaille à documenter ce sujet-là. »

En 2011-2012, lors de la dernière enquête internationale, à peine 47% des adultes du Québec présentaient un niveau de compétence élevé en littératie. Le ministre souhaite donc augmenter de cinq points de pourcentage la part de la population qui démontre des compétences élevées lors du prochain exercice en 2022.



Sébastien Proulx



Les défis de l'employabilité
H 3



Pour une action concertée
H 4

Éveil à la littératie

Les questions de littératie et d'alphabétisation reviennent à plusieurs reprises dans la Politique sur la réussite éducative. Et pour cause. « La littératie et la numératie sont les assises de toutes les trajectoires éducatives », peut-on lire dans le document qui fait environ 80 pages.

Sébastien Proulx, qui est également ministre de la Famille, souhaite développer ces compétences dès la petite enfance. Ainsi, il a déjà annoncé que le programme dans les maternelle 4 ans et maternelle 5 ans serait revu pour qu'on ne parle plus de « reconnaissance » des lettres, mais bien de « connaissance ».

Dès cet automne, des projets d'éveil à la littératie verront le jour dans les services de garde. Des initiatives d'éveil à la littératie familiale seront également implantées dans les maisons de la famille. Des trousseaux et autres projets de littératie devraient être offerts sous peu dans les bibliothèques publiques. Car si le développement des compétences est essentiel pour les jeunes enfants, il l'est tout autant pour leurs parents, croit le ministre. « Chez les adultes, l'analphabétisme ou le fait d'avoir de faibles compétences en littératie et en numératie est un problème qui se répercute non seulement sur le présent et sur l'avenir de la personne, mais aussi sur le développement et la réussite scolaire de ses propres enfants. Le faible niveau de scolarité des parents, particulièrement celui de la mère, peut rendre plus difficiles l'engagement parental et le soutien à l'enfant, et augmenter

VOIR PAGE H 5 : ÉDUCATION



Antidote 9

Le français n'a plus de secrets

Correcteur avancé • Dictionnaires riches et complets • Guides linguistiques clairs et détaillés
En français ou en anglais, Antidote est l'arsenal complet de l'apprenti rédacteur. Que vous écriviez un courriel ou un travail scolaire, accédez en un clic aux ouvrages de référence parmi les plus riches et les plus utiles jamais produits. Si vous écrivez à l'ordinateur, Antidote est votre meilleur allié.

www.antidote.info

 **Druide**

ALPHABÉTISATION

Le parent comme bouclier contre l'analphabétisme

«Le parent est le premier et le principal éducateur de son enfant», affirme avec conviction Louise Côté, directrice générale de la Fédération québécoise des organismes communautaires Famille (FQOCF), qui représente 80% des maisons des familles du Québec. Le parent est donc un acteur-clé pour prévenir l'analphabétisme.

CATHERINE GIROUARD

Collaboration spéciale

«On oublie souvent la famille dans le rôle éducatif de l'enfant», fait remarquer Louise Côté. On a voulu développer un réseau de services de garde compétent et professionnel qui contribue au développement optimal des enfants et un milieu scolaire efficace, mais on a oublié que le parent demeure la figure la plus permanente dans la vie de l'enfant pour l'accompagner et le sécuriser à travers toutes les étapes de son développement et de son cheminement scolaire.»

Pour la FQOCF, il allait donc de soi d'être membre du Réseau de lutte à l'analphabétisme. Les maisons des familles aident les parents de 135 000 familles par année à prendre conscience de l'importance et de l'impact qu'ils ont sur le parcours éducatif de leur enfant.

Si le parent est le premier accompagnateur de l'enfant vers la littératie, «les maisons des familles accompagnent les parents dans l'apprentissage de leur rôle parental», résume la directrice de la FQOCF. Diverses activités sont ainsi offertes aux parents, notamment à propos de la stimulation précoce des enfants, du développement du langage, ou encore de l'accompagnement de leur enfant dans ses relations avec les autres.

Travaillant principalement avec des familles d'enfants de 0 à 5 ans, les OCF font dans la prévention de l'analphabétisme. «La petite enfance est une période déterminante dans la réussite et la persévérance scolaire des enfants», affirme Geneviève Lessard, intervenante et animatrice au Carrefour familial du Richelieu depuis 10 ans. Toutes les facettes liées au développement de la psychomotricité, par exemple, sont reconnues comme un apport important dans le processus d'apprentissage. «On développe aussi avec les tout-petits la curiosité pour la lecture par le jeu, on leur fait manipuler des livres, on donne aussi des outils aux parents pour raconter des histoires.»

Développer la confiance

«Une partie importante de notre travail est de donner confiance au parent en ses compétences de premier éducateur», renchérit M^{me} Côté. La

directrice générale de la Fédération constate sur le terrain que ce besoin est particulièrement grand pour les nouveaux parents. «De nos jours, beaucoup de parents n'ont pas ou peu de soutien immédiat du milieu familial traditionnel qu'on avait auparavant; or, c'était le lieu de transmission des connaissances principal pour les nouveaux parents. Plusieurs se sentent donc isolés dans leur rôle et leur apprentissage est plus difficile.» La maison des familles de leur quartier devient alors une référence d'autant plus importante.

Bien outillés, les parents sont aussi plus en mesure de détecter des retards de développements ou des problématiques de langage potentielles chez leurs enfants.

Geneviève Lessard donne l'exemple d'un petit garçon de trois ans qui avait beaucoup de difficulté à communiquer. «Il n'avait presque pas de vocabulaire et faisait beaucoup de crises», raconte l'animatrice. Il était contrarié de ne pas pouvoir se faire comprendre. En plus d'un suivi à l'externe, sa mère l'emmenait au Carrefour familial du Richelieu au moins une fois par semaine. «Le garçon avait de plus en plus de petites victoires qu'on renforçait par le jeu et, petit à petit, il a commencé à faire des signes et à parler davantage.»

Aujourd'hui, Geneviève Lessard n'a plus aucune inquiétude pour le cheminement scolaire du petit. «En plus des compétences pour communiquer qu'il a acquises, il a développé de bons réflexes et a appris à demander de l'aide, ce qui l'aidera beaucoup à l'école.»

Le défi des parents analphabètes

Et comment un parent qui peine lui-même à lire et à écrire peut-il prévenir ces mêmes difficultés pour son enfant? «On voit régulièrement des parents dans cette situation», affirme d'abord Louise Côté. Les maisons des familles sont encore plus importantes pour eux. Ne pouvant se tourner vers des sources d'information comme le guide *Mieux vivre* ou des sites Internet consacrés au développement de la petite enfance, la transmission d'informations à l'oral à travers les différents ateliers des OCF devient très importante.

«Mais c'est rare qu'un parent nous parle de prime abord de ses problèmes de littératie, sou-



Les maisons des familles aident les parents de 135 000 familles par année à prendre conscience de l'importance et de l'impact qu'ils ont sur le parcours éducatif de leur enfant.

ISTOCK

«Une partie importante de notre travail est de donner confiance au parent en ses compétences de premier éducateur»

Louise Côté, directrice générale de la Fédération québécoise des organismes communautaires Famille (FQOCF)

ligne l'animatrice du Carrefour familial du Richelieu. C'est un problème invisible au départ qu'on découvre au fil des semaines. Un parent qui s'absente chaque fois qu'il doit remplir un journal de bord peut être un indice qui aide les intervenants à détecter une difficulté et ainsi les diriger vers d'autres ressources.»

«Souvent, les parents qui ont ces difficultés en littératie ont eu un parcours scolaire plutôt difficile ou ont décroché rapidement», renchérit M^{me} Côté. Il n'est pas rare qu'ils aient des réserves et des craintes à l'approche de la rentrée scolaire de leur enfant. Les OCF les aident alors à rétablir une relation saine et constructive avec l'école pour éviter que leurs angoisses soient transmises à leur enfant.

Selon M^{me} Côté, l'importance de la famille dans le cheminement scolaire commence à être un peu plus reconnue. «La ministre de l'Éducation a soutenu le financement des maisons de la famille au cours de la dernière année; ce geste

politique démontre une certaine reconnaissance des organismes et des parents qu'ils accompagnent comme étant des acteurs de premier plan dans la réussite des enfants», conclut-elle.

Changer le monde, un mot à la fois

«La littératie, c'est le pouvoir.» 25 ans après avoir cofondé le programme Étudiantes et étudiants alphabétiseurs du collège Frontière, Stéphanie Miller en est encore aussi convaincue.

CATHERINE GIROUARD

Collaboration spéciale

Étudiante à l'Université McGill en 1992, Stéphanie Miller voulait changer le monde. Et elle n'était pas la seule. «Je me rendais compte qu'il y avait beaucoup d'étudiants qui avaient envie comme moi d'avoir un impact positif dans leur communauté», raconte celle qui est aujourd'hui directrice générale de la fondation Trust for Learning, qui cherche à rendre l'apprentissage idéal pour tous les enfants. M^{me} Miller déniche alors à l'époque une subvention et recrute les pre-

miers étudiants bénévoles. Depuis, ce programme de tutorat du collège Frontière se répand comme une traînée de poudre dans les universités, formant environ 2500 étudiants bénévoles par année à travers le Canada. Bon an mal an, ces jeunes tuteurs aident entre 20 000 et 25 000 personnes à améliorer leurs habiletés de lecture et d'écriture.

«Si on multiplie ces chiffres par 25 ans, ça fait beaucoup de monde!», se réjouit Mélanie Valcin, gestionnaire du Québec et des programmes francophones du collège Frontière. «On est chanceux de pouvoir compter sur autant de jeunes



Le programme de tutorat du collège Frontière forme chaque année environ 2500 étudiants qui aident entre 20 000 et 25 000 personnes.



COLLÈGE FRONTIÈRE

qui croient en la cause et qui, malgré leurs horaires chargés, donnent de leur temps à un autre individu qui a besoin d'un coup de main pour développer ses compétences.»

Car même si on les voit peu, les besoins sont grands.

«L'analphabétisme est un enjeu invisible», affirme M^{me} Valcin. Les gens ne sont pas conscients de l'ampleur du problème. Pourtant, pas moins de la moitié des Québécois de 16 à 65 ans éprouvent des difficultés de lecture, selon l'Enquête internationale sur l'alphabétisation et les compétences des adultes (EIAA).

«On est à Montréal depuis 25 ans, mais un de nos défis encore aujourd'hui est de briser le silence et d'encourager les gens à venir chercher de l'aide», fait valoir Alexandre Michaud, coordonnateur communautaire au collège Frontière. Plusieurs analphabètes souffrent de stigmatisation et de perte de confiance en eux et en leur capacité d'apprentissage. Les

jeunes tuteurs du programme offrent donc un soutien personnalisé par des activités comme du tutorat individuel en alphabétisation et en francisation à des enfants, adultes ou des familles immigrantes ou réfugiées, de l'aide aux devoirs, ou encore des cercles de lecture auprès de jeunes issus de milieux défavorisés.

Aller là où les autres ne vont pas

«En recrutant des étudiants bénévoles, ce programme est

une sorte de répétition de l'histoire de la fondation du collège Frontière», souligne M^{me} Valcin. Fondé en 1899 par l'enseignant et révérend Alfred Fitzpatrick, le collège Frontière amorce ses activités en envoyant des jeunes travailler et enseigner dans des camps de bûcherons, des mines et sur les chantiers de chemins de fer. Les ouvriers-enseignants travaillent donc avec les autres ouvriers le jour et leur apprennent à lire et à écrire le soir.

«Depuis toujours, le collège

Frontière va là où les autres ne vont pas», explique Mélanie Valcin. On est là pour soutenir les gens qui n'ont pas nécessairement accès aux institutions plus formelles d'éducation, ou qui préfèrent commencer par travailler avec un tuteur ou une tutrice pour reprendre confiance en eux au sujet de l'apprentissage», explique Mélanie Valcin. «Si tu ne sais pas lire, tu ne peux pas trouver les outils pour rester en santé, trouver un emploi, persévérer à l'école et sortir du cercle vicieux de la pauvreté, fait pour sa part valoir Stéphanie Miller. La littératie est à la base de tout.»

La cofondatrice du programme a pu le constater plus d'une fois. Elle témoigne alors de ces mères de famille défavorisées qu'elle a vues améliorer leur vie et celle de leur famille, en surmontant d'abord leurs difficultés de lecture et d'écriture. Elle raconte ensuite l'histoire d'un jeune adulte de

TOUT POUR
S'INFORMER ET
S'OUTILLER EN
ALPHABÉTISATION

CDEACF.ca

Quelques statistiques

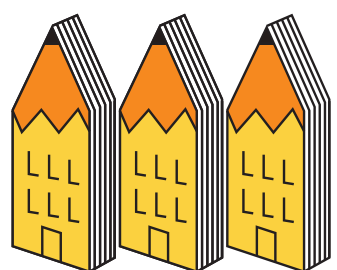
85% des élèves accompagnés par le collège Frontière ont amélioré leurs aptitudes dans un ou plusieurs domaines, comme leur comportement en classe, leur créativité et leur engagement communautaire.

85% des parents affirment que leur enfant lit plus à la maison après avoir participé à un camp de littératie.

79% des bénévoles décrivent leur expérience comme ayant été très bonne ou excellente.

Source : Collège Frontière

VOIR PAGE H 6 : MOT



RGPAQ

rgpaq.qc.ca

LES GROUPES POPULAIRES D'ALPHABÉTISATION :
Partenaires privilégiés de la réussite éducative
des adultes peu alphabétisés et de la lutte
à l'analphabétisme



L'alphabétisation populaire, ça nous réussit !

ALPHABÉTISATION

Les défis de l'employabilité

La Fondation pour l'alphabétisation et le Fonds de solidarité FTQ collaborent à la réalisation d'une étude sur les impacts économiques des difficultés de littératie en milieu de travail

Lire des rapports ou un manuel d'utilisation de nouveaux appareils constitue un véritable casse-tête pour 53 % des Québécois âgés de 16 à 65 ans, qui éprouvent des difficultés à lire et à écrire. Ces lacunes en littératie sont connues, en revanche leurs répercussions sur le marché du travail le sont moins. C'est la mission que se sont donnée la Fondation pour l'alphabétisation et le Fonds de solidarité FTQ: dresser le portrait de la situation à travers une étude qui jettera les bases d'un plan d'action avec les différents acteurs du milieu.

CAMILLE FEIREISEN

Collaboration spéciale

« Au Québec, en 2017, on estime que plus d'une personne sur deux éprouve des difficultés à lire et à utiliser l'écrit à divers degrés », énonce André Huberdeau, président de la Fondation pour l'alphabétisation. Il devient alors très compliqué d'imaginer un quelconque avancement professionnel, poursuit-il. « Et imaginez les difficultés à se trouver un emploi si votre entreprise ferme. »

« Nous constatons que beaucoup de personnes ne lisent plus vraiment après leurs études secondaires », note-t-il. Or tout est lié selon lui: en perdant ses habiletés à lire, on perd du même

coup ses habiletés en matière de compréhension. « Plus nous allons vers une société du savoir, plus il va falloir être habile au niveau de la lecture et de la compréhension d'un certain nombre de concepts », explique-t-il.

Pour lui, la résolution de ces défis passe notamment par la sensibilisation des dirigeants d'entreprises, qui sont les premiers à reconnaître des problèmes de littératie chez leurs employés. « C'est du concret pour eux, car ils ont des travailleurs qui ont de la difficulté à s'adapter aux nouvelles réalités des années 2000 », assure-t-il.

L'ère du numérique apporte aussi tout un lot de défis pour ces employés, ajoute le vice-président aux affaires publiques et corporatives du Fonds de solidarité FTQ, Mario Tremblay. « Ceux qui n'ont pas cette capacité [de lire] vont être encore plus démunis dans les 15 prochaines années », indique-t-il. Selon lui, 20 % des Québécois ont une difficulté majeure à comprendre et à utiliser un texte. « Donc ils sont peut-être capables de lire les mots, mais ils ne sont pas nécessairement capables d'en tirer un sens », précise-t-il. D'après lui, ce problème n'est d'ailleurs pas assez considéré dans la société. « On pourrait appeler ça un angle mort dans la société québécoise

actuellement », croit-il.

Pourtant, les répercussions sont diverses. « Des études de l'UNESCO ont montré qu'il y avait des risques pour la santé et la sécurité », souligne M. Tremblay. Par exemple, une personne n'étant pas capable de lire les instructions d'une machine pourrait avoir un accident. Un risque d'autant plus préoccupant avec la robotisation du marché du travail et quand de plus en plus de demandes, par exemple à l'assurance emploi, se font davantage en ligne qu'avec un service personnalisé.

Des données pour cibler les besoins

Le nouveau partenariat qui relie les deux organisations débute par la réalisation d'une étude qui évaluera les impacts économiques des problèmes en lecture. C'est là où le bât blesse présentement selon M. Huberdeau: les données manquent. Il reste difficile de cibler les réels besoins sur le terrain. « On veut amorcer une démarche de recherche pour avoir des chiffres et des zones d'intervention plus précis », souligne-t-il.

Même son de cloche du côté de M. Tremblay, qui explique que l'étude est nécessaire pour savoir dans quelles actions le Fonds FTQ pourra aider la Fondation. Les deux organisations consacreront environ 80 000 \$ chacune à ce partenariat.

Des économistes et spécialistes se sont attelés à la tâche, mais les conclusions de l'étude, elles, ne seront dévoilées qu'à l'hiver 2018. Les deux organisations tiendront en février leur premier colloque Journée Alpha réussite. L'idée est d'ouvrir le débat à la société civile et de la rassembler, explique M. Tremblay. « On ne veut pas que ce soit d'abord un débat d'experts, on veut amener à la table les gens du milieu du travail, les patrons, les syndicats, les forces vives, parce qu'il ne faut pas que ce soit un débat de pédagogues. » L'étude sera le fer de lance pour amorcer des changements, selon eux. Le colloque se répétera en 2019 et en 2020.

Même si le chemin à parcourir reste important avant de réussir à résorber les lacunes des dernières années en matière d'alphabétisation, M. Huberdeau considère que le ministre de



L'ère du numérique apporte tout un lot de défis pour les employés en difficultés de littératie, selon le vice-président aux affaires publiques et corporatives du Fonds de solidarité FTQ, Mario Tremblay.

l'Éducation, Sébastien Proulx, prête une oreille attentive aux problématiques liées à l'alphabétisation au Québec. « Il en est conscient. Il en parle souvent et veut faire des choses concrètes. Je dirais qu'on a un bon personnage dans un endroit critique, qui peut nous permettre de progresser », estime-t-il.

D'après M. Tremblay, la formation continue doit aussi prévaloir au travail, afin que les em-

ployés ne soient pas mis sur le banc de touche avec les évolutions technologiques, et puissent adapter leurs compétences.

Le Fonds de solidarité FTQ souhaite aussi que ses efforts deviennent pérennes et aillent au-delà des trois ans de l'entente. « On va essayer de voir comment maintenir cet élan, continuer à en parler et arriver à des solutions concrètes », conclut M. Tremblay.

Les projets passés et à venir

Le gouvernement québécois a annoncé en décembre dernier un financement de 200 000 \$ par année pour trois ans à la Fondation pour l'alphabétisation pour la réalisation de ses projets en alphabétisation familiale. Les détails du programme, incluant des partenariats financiers, seront dévoilés cet automne.

Grâce à l'appui de la Fondation Desjardins, la Fondation pour l'alphabétisation distribuera sept bourses de 1500 \$, remises le 8 septembre, à des adultes qui ont amorcé une démarche d'alphabétisation. Cette année, 250 personnes ont présenté leurs candidatures, alors qu'il y a deux ans, seulement une trentaine de candidatures avait été soumises.

50 000 livres ont été distribués dans le cadre du programme La lecture en cadeau, qui offre des livres aux enfants issus de milieux défavorisés. C'est 20 000 de plus qu'en 2016.

Un financement qui permet de souffler

Les groupes qui travaillent en alphabétisation sentent actuellement souffler un vent favorable. Non seulement ils bénéficient d'un meilleur financement, mais ils se réjouissent également du fait que le gouvernement fasse de l'éducation une priorité, comme en témoigne la nouvelle Politique de réussite éducative. Cela dit, ils espèrent que la future stratégie saura s'attaquer tant aux causes qu'aux conséquences de l'analphabétisme, et donc à la pauvreté.

MARIE-HÉLÈNE ALARIE

Collaboration spéciale

On l'entend dans sa voix, Caroline Meunier est enchantée. La responsable au développement des analyses et des stratégies au Regroupement des groupes populaires en alphabétisation du Québec (RGPAQ) salue l'annonce du ministre de l'Éducation, Sébastien Proulx, faite en décembre dernier, concernant un investissement récurrent de près de 20 millions pour soutenir les nombreux partenaires en matière d'alphabétisation. « Depuis 2008, il n'y a pas eu d'investissements importants pour soutenir la mission des groupes... On s'est réjouis! » lance-t-elle d'emblée, tout en apportant quelques clarifications.

Effectivement, des 20 millions annoncés, 9 iront directement au financement du réseau des organismes en alphabétisation par l'entremise du

Programme d'action communautaire sur le terrain de l'éducation, le PACTE. « L'an dernier, il y avait 182 organismes de divers horizons financés par ce programme, dont 127 qui intervenaient en alphabétisation populaire. On attendait depuis longtemps cet investissement. Seulement pour nos 127 organismes, on réclamait 9,2 millions », rappelle Caroline Meunier.

« Au cours de la dernière année, une première tranche de 9 millions a été distribuée », note M^{me} Meunier. Certains organismes ont même pu bénéficier de près de 50 % d'augmentation de leur financement! » Par contre, cette distribution sera révisée, déclare la responsable, et, dès septembre, chaque organisme pourra connaître le montant exact qui lui sera dorénavant attribué. « C'est un gain important, un coup de pouce attendu depuis fort long-

VOIR PAGE H 6 : RGPAQ

Semaine pour
L'ÉCOLE PUBLIQUE

Du 1^{er} au 7 octobre 2017
CÉLÉBRONS L'ALPHABÉTISATION

SAVOIR, C'EST POUVOIR!

PHILIPPE LAPRISE, porte-parole de la SPEP

LES ÉLÈVES NE SONT PAS TOUS PAREILS



Une approche plus humaine de l'éducation est essentielle. Au-delà des statistiques, il faut penser réussite éducative. Le gouvernement doit soutenir par des moyens concrets les élèves et le personnel.

PASSONS DE LA PAROLE AUX ACTES

FSE FÉDÉRATION DES SYNDICATS DE L'ENSEIGNEMENT CSQ

CSQ Centrale des syndicats du Québec

ALPHABÉTISATION

Milieu de travail: un rôle-clé dans le développement de compétences

Au cœur d'une ère numérique où tout va vite, les façons de faire en milieu de travail sont en constante évolution. Un tel contexte ne va pas sans accentuer la situation de précarité des employés qui ne maîtrisent pas suffisamment la langue ou les chiffres. Ils ont en effet plus de difficulté à s'adapter, moins de possibilités d'accéder à des emplois de niveau supérieur et ils n'arrivent pas à acquérir les compétences requises pour occuper les emplois de demain.

CHARLES-ÉDOUARD CARRIER

Collaboration spéciale

Pour Daniel Boyer, président de la Fédération des travailleurs du Québec (FTQ), les enjeux d'hier et d'aujourd'hui quant à la littératie, l'alphabétisation et la francisation en milieu de travail sont sensiblement les mêmes, à une exception près: «*Ça va vite! La numérisation, l'automatisation, l'intelligence artificielle, l'atteinte de nouvelles cibles environnementales, et j'en passe, font en sorte que le travail est en mouvement perpétuel. On fait face à des mutations dans des emplois qui demandent plus de qualifications.*»

Et pour pallier cette nouvelle réalité, Daniel Boyer signale qu'il y a beaucoup de chemin à faire. «*En matière de francisation, on accueille de plus en plus d'immigrants et il faut leur permettre d'acquérir des compétences en français pour qu'ils deviennent des citoyens de plein droit. Et pour ceux qui sont analphabètes, il faut leur permettre d'acquérir des compétences minimales en matière de langue et de mathématiques pour qu'ils puissent devenir des citoyens à part entière. Sans le français et les mathématiques, je suis un travailleur et un citoyen soumis, je n'ai pas de ressources pour me défendre.*»

Pour bon nombre d'immigrants ne maîtrisant pas la langue française, les défis s'apparentent à ceux des individus qui n'arrivent pas à lire ou à

écrire. Ainsi, dans les deux cas, selon Daniel Boyer, le milieu de travail peut jouer un rôle-clé dans le développement des compétences linguistiques. «*Dans le cas d'immigrants qui ne connaissent pas suffisamment la langue française, ils continuent de parler leur langue maternelle dans le milieu familial et social, note M. Boyer. Souvent, le seul endroit où ils pourront s'intégrer en parlant français, c'est dans leur milieu de travail, c'est pourquoi on devrait leur donner la possibilité de l'apprendre.*»

Des compressions qui inquiètent

«*On a eu des diminutions de budget depuis que le Parti libéral est au pouvoir. C'est inquiétant, déplore Daniel Boyer.*

Pourtant, il admet que l'aide gouvernementale est là, mais il constate qu'elle n'est pas suffisante pour que les employeurs puissent investir une partie de leur masse salariale pour former les gens et leur permettre d'acquérir à la fois des compétences de base, mais aussi des aptitudes qui leur permettront d'occuper les emplois de demain. «*Que ce soit par son réseau de l'éducation ou par ses programmes qui visent les nouveaux arrivants, que ce soit par les programmes de formation professionnelle offerts par la Commission des partenaires du marché du travail ou Emploi-Québec, l'État devrait s'impliquer davantage. Comme société, on a tout intérêt à le faire*», poursuit le président de la FTQ.



Daniel Boyer



ISTOCK

Quiconque n'a pas mis les pieds dans une classe d'alphabétisation pour adultes ne peut saisir la complexité de la tâche qui attend l'enseignant.

Pour une action concertée

«*Au Québec, en plus de défendre les conditions de travail de leurs membres, les syndicats ont toujours été engagés dans des luttes pour faire avancer la société, que ce soit, par exemple, l'égalité hommes-femmes ou la lutte contre la pauvreté, rappelle Line Camerlain, vice-présidente de la Centrale des syndicats du Québec (CSQ). Notre intérêt envers l'alphabétisation s'inscrit dans cette mouvance.*» Non seulement la CSQ s'intéresse au problème de l'alphabétisation, mais elle en fait aussi un enjeu de société.

PIERRE VALLÉE

Collaboration spéciale

«*Quand on sait qu'encore aujourd'hui, [plus d']un million de Québécois éprouvent de sérieuses difficultés avec la lecture et l'écriture, poursuit M^{me} Camerlain, on ne peut pas parler d'un phénomène marginal.*» À ses yeux, nous avons affaire à un criant problème de société. «*La société québécoise ne peut pas laisser autant de gens ainsi sur le carreau. Il faut agir maintenant pour redresser la situation.*»

D'autant plus que non seulement une faible alphabétisation nuit à la qualité de vie et au potentiel d'une personne, mais cela entraîne aussi des coûts sociaux. Certes, certains individus ayant de faibles compétences en littératie sont débrouillards et arrivent à tirer leur épingle du jeu, mais ce n'est pas le lot de tous. «*Pour la majorité d'entre eux, ce sont les petits boulots mal payés, donc la précarité et la pauvreté, souligne M^{me} Camerlain. De plus, un faible niveau d'alphabétisation empêche ces personnes de contribuer pleinement à la société. Une société ne peut pas atteindre son plein potentiel avec autant de citoyens qui en sont en partie exclus.*»

Sur le terrain

Au Québec, outre les groupes communautaires en alphabétisation, les commissions scolaires, par l'entremise des centres d'éducation des adultes, offrent des classes d'alphabétisation. Et quiconque n'a pas mis les

pieds dans une de ces classes peut difficilement saisir la complexité de la tâche qui attend l'enseignant.

«*Une difficulté majeure rencontrée par l'enseignant est que, contrairement aux classes ordinaires, les classes d'alphabétisation ne sont pas homogènes, explique Sylvie Thérberge, vice-présidente à la Fédération des syndicats de l'enseignement (FSE), affiliée à la CSQ, qui compte parmi ses membres des enseignants en*

«Les répercussions négatives de l'analphabétisme touchent l'ensemble de la société»

alphabétisation, notamment ceux œuvrant à l'éducation des adultes. *Les étudiants ont différents âges, ont vécu des parcours particuliers, ne sont pas tous au même niveau. Cela oblige l'enseignant à adapter son approche pédagogique en tenant compte de tous ces critères. Au fond, en alphabétisation à l'éducation des adultes, l'approche pédagogique ressemble beaucoup à une approche pédagogique individualisée.*»

Les enseignants ont-ils les moyens d'utiliser une telle approche? «*Ils le font, précise-t-elle, mais cela exige d'eux beaucoup plus de temps de préparation que s'ils enseignaient à une classe ordinaire. Et malheureusement, ce temps supplémentaire de préparation n'est pas reconnu à sa juste va-*

leur, ce qui ajoute à leur charge de travail.»

La seconde difficulté est la pénurie de ressources complémentaires. «*En éducation des adultes, les spécialistes de l'éducation, comme les ergothérapeutes et les psychoéducateurs, sont des oiseaux rares, avance M^{me} Thérberge. Et cette pénurie nuit grandement, car ces enseignants mériteraient d'être appuyés davantage, d'autant plus qu'ils travaillent avec une clientèle plus difficile.*»

Ce manque de spécialistes a aussi des effets pervers sur les étudiants eux-mêmes. «*Il ne faut pas oublier que cette clientèle est vulnérable, ajoute-t-elle. Plusieurs étudiants ont besoin de parler, de se confier, d'être conseillés et parfois même dirigés vers d'autres ressources. La présence de spécialistes comme des psychologues et des travailleurs sociaux permettrait de mieux les accompagner tout au long de leur parcours en alphabétisation, ce qui éviterait le découragement et l'échec.*»

Une stratégie nationale

De nouvelles mesures, comme celles d'allouer davantage de temps pour la préparation des cours et l'augmentation des ressources complémentaires, seraient certes les bienvenues, mais à elles seules, rappelle M^{me} Camerlain, elles ne régleront pas le problème de l'analphabétisme au Québec.

«*Le problème de l'analphabétisme au Québec dépasse largement le ministère de l'Éducation, avance-t-elle. La solution passe nécessairement par une action concertée entre tous les acteurs de la société québécoise, le ministère de l'Éducation, bien sûr, mais aussi tous les autres ministères, les employeurs, les organismes communautaires, les syndicats, la société civile, etc.*»

C'est la raison pour laquelle elle enjoint au gouvernement du Québec de mettre en place une stratégie nationale de lutte contre l'analphabétisme. Et cette stratégie devrait se déployer sur plusieurs fronts. «*Elle doit être en mesure d'interpeller tout le monde, car les répercussions négatives de l'analphabétisme touchent l'ensemble de la société*», croit-elle. Et cette stratégie devrait commencer par une importante campagne de sensibilisation. «*D'abord, pour mettre la population générale dans le coup, soutient-elle, et ensuite, plus spécifiquement, en s'adressant aux analphabètes eux-mêmes, afin de s'assurer qu'ils sont au courant de l'aide et du soutien disponibles.*»

La stratégie devrait ensuite proposer des orientations et mettre en place des mesures et des actions concrètes. «*Il faut travailler à la fois en aval et en amont, avance-t-elle. Il faut faire la promotion de la lecture à la petite enfance et la favoriser, par l'achat et la distribution de livres, par exemple. Et il faut s'assurer que les moyens et le soutien financier pour les classes d'alphabétisation soient au rendez-vous.*» Dans une société qui fait de la réussite éducative un important objectif, une stratégie nationale de lutte contre l'analphabétisme ne lui apparaît pas comme un luxe.



ISTOCK

Le milieu de travail peut jouer un rôle-clé dans le développement des compétences linguistiques, assure le président de la FTQ, Daniel Boyer.

En 2017, Collège Frontière célèbre son 25^e anniversaire à Montréal

25

Travaillons tous ensemble pour l'alphabétisation.

Engagez-vous dès aujourd'hui!

Devenez bénévole.

Faites un don.



ENSEMBLE POUR UNE STRATÉGIE NATIONALE DE LUTTE À L'ANALPHABÉTISME!

Donnons-nous les outils collectifs nécessaires pour faire du Québec une société pleinement alphabétisée et inclusive...



Le Réseau de lutte à l'analphabétisme

lutteanalphabetisme.ca

ALPHABÉTISATION

FAE

La 8^e Semaine de l'école publique mise sur l'alphabétisation

Du 1^{er} au 7 octobre, la 8^e édition de la Semaine pour l'école publique, organisée par la Fédération autonome de l'enseignement (FAE), se tiendra sur le thème de l'alphabétisation.

CLAUDE LAFLEUR
Collaboration spéciale

« Les problèmes d'alphabétisation touchent tout le monde — toute la société — et pas seulement les élèves à l'école. C'est pourquoi, à la FAE, nous nous en préoccupons », déclare Nathalie Morel, vice-présidente à la vie professionnelle de la Fédération autonome de l'enseignement (FAE). « Nous créons l'avenir », tel est le mot d'ordre que la FAE s'est donné, ajoute M^{me} Morel.

La FAE regroupe huit syndicats qui représentent plus de 34 000 enseignants du préscolaire, du primaire, du secondaire, de l'enseignement en milieu carcéral, de la formation professionnelle et de l'éducation des adultes. Nathalie Morel est elle-même enseignante au primaire depuis 26 ans. Comme vice-présidente à la vie professionnelle de la FAE, elle est en outre responsable d'organi-

ser la Semaine pour l'école publique que tient chaque année la FAE. « Il s'agit d'une semaine où nous souhaitons que tout le monde se mette ensemble derrière l'école publique », précise-t-elle.

La FAE cherche ainsi à réunir autant les représentants patronaux que syndicaux, les parents, divers représentants de la société civile, de même que des groupes aussi diversifiés que l'Union des artistes (UDA) et une panoplie de groupes communautaires, dont certains œuvrant en alphabétisation. « Nous comptons une quarantaine de partenaires pour notre Semaine pour l'école publique », indique avec joie l'organisatrice.

L'école universelle et égalitaire

C'est ainsi que, chaque année, durant une semaine, la Fédération autonome de l'enseignement ne met en avant aucune revendication, mais invite plutôt tout le monde à célébrer l'école publique. « C'est une semaine de trêve, pourrait-on dire, explique Nathalie Morel, durant laquelle nous parlons tous d'une seule voix. »

La FAE vise avant tout à faire connaître l'école publique. « Nous ne cherchons pas tant à parler des "bons coups" qui se font à l'école publique — bien qu'il s'y fasse de



L'école publique essaie par tous les moyens de relever les défis que pose l'analphabétisation.

véritables petits miracles —, mais tout simplement à montrer ce qu'est l'école publique », explique-t-elle.

Comme enseignante et représentante syndicale, M^{me} Morel constate en effet que quantité de mythes et de mauvaises perceptions sont véhiculés à

propos de l'école publique. « Or, nous voulons montrer ce qu'est véritablement l'école publique, tout simplement », dit-elle. Pour ce faire, la FAE organise des visites et diverses activités de sensibilisation.

L'enseignant lance même un cri du cœur : « L'école publique, c'est l'école universelle, c'est l'école qui accueille tout le monde, c'est l'école de l'égalité des chances pour tous ! » Du coup, elle déplore que ce secteur soit victime de tant de perceptions négatives « qui n'ont pas lieu d'être puisqu'il se fait des miracles tous les jours dans nos écoles publiques ».

Priorité : alphabétisation

L'édition de la Semaine pour l'école publique de cette année accordera une place particulière à la sensibilisation de tous à l'importance de l'alphabétisation. On estime en effet qu'un adulte sur cinq au Québec éprouve de graves difficultés en littératie, c'est-à-dire que, même s'ils savent lire, ces adultes sont difficilement capables de comprendre le contenu d'un texte. On évalue aussi que l'analphabétisme coûte plus de 7 milliards de dollars chaque année à l'économie québécoise.

Un tel contexte a incité la FAE à se joindre au Réseau de lutte à l'analphabétisme qui milite afin que le gouvernement se dote d'une véritable stratégie nationale de lutte contre l'analphabétisme. « Il est urgent que le problème de l'analphabétisme [ou de la faible littératie] soit davantage pris en compte dans l'espace public et politique, indique le Réseau. Une intervention vigoureuse de l'État et de l'ensemble de la société est de-

venue incontournable. »

C'est précisément pour cette raison que 20 organisations nationales, dont la FAE, ont décidé d'unir leurs forces autour d'objectifs communs et d'une vision partagée de la lutte contre l'analphabétisme. Le Réseau de lutte à l'analphabétisme s'est donc donné pour mission de sensibiliser la société à cette question, à ses causes et à ses conséquences. « On ne le répètera jamais assez, enchaîne Nathalie Morel, mais l'alphabétisation est au cœur non seulement de la réussite scolaire, mais de la réussite tout court ! »

Dans le cadre de sa 8^e Semaine pour l'école publique, la FAE fera ressortir le rôle que joue le système scolaire en matière d'alphabétisation, mais elle en profitera aussi pour rendre hommage au travail de plusieurs regroupements, organismes et individus qui œuvrent dans ce domaine. M^{me} Morel souligne que le comité chargé de décider à quelles personnes, à quels organismes ou à quels regroupements la FAE rendra hommage a une tâche difficile tant il a l'embarras du choix.

La 8^e Semaine pour l'école publique sera ainsi l'occasion de montrer à quel point l'école publique fait partie de la société et travaille de concert pour relever les défis que pose l'alphabétisation.

ÉDUCATION

SUIITE DE LA PAGE H 1

les risques d'abandon scolaire chez les élèves », précise le ministre dans sa politique sur la réussite éducative.

En entrevue, le ministre de l'Éducation, qui est également père de deux enfants d'âge scolaire, revient sur l'importance de l'apprentissage de l'écriture et de la lecture le plus tôt possible. « Ça doit devenir un élément phare de notre démarche éducative parce qu'il n'y a pas longtemps, les gens qui avaient des difficultés en lecture et en écriture étaient des gens qui n'avaient pas été scolarisés. Ça appartient à une autre époque et, aujourd'hui, les gens avec des difficultés sont des gens qui sont passés à travers un parcours éducatif. Alors, il faut se poser de sérieuses questions sur la façon dont les choses opèrent et sur nos résultats à terme. »

Éducation populaire

Répondant d'avance aux critiques, Sébastien Proulx affirme que d'autres ministères seront impliqués dans la future stratégie en matière d'alphabétisation. Il dit être déjà en lien, dans le cadre de la Politique sur la réussite éducative et des travaux qui en découlent, avec le ministère de la Santé et des Services sociaux, de même qu'avec ses collègues de l'Éducation supérieure et de l'Emploi.

« Lorsqu'il a été question du projet de loi 70 [sur la réforme de l'aide sociale] de mon collègue [ministre de l'Emploi] François Blais, je suis tout de suite intervenu pour discuter avec lui à l'égard des formations que les gens pourraient avoir dans le cadre d'organismes d'alphabétisation », explique le ministre. « Je pense que l'éducation populaire, c'est nécessaire, ajoute-t-il. Ça existe, ça fait partie du modèle qu'on a mis en place dans les années 1960 lorsqu'on a créé le ministère de l'Éducation. On a reconnu à l'éducation populaire, en dehors de l'école, une mission et une valeur ajoutée. Alors, ce sont des discussions que nous avons avec eux. »

Sébastien Proulx affirme que d'autres ministères seront impliqués dans la future stratégie en matière d'alphabétisation

Enveloppe de 20 millions

Bien avant la présentation de sa Politique sur la réussite éducative et de la stratégie sur l'alphabétisation, qui en découlera, le ministre a octroyé une enveloppe de 20 millions en décembre dernier pour soutenir les organismes communautaires, les commissions scolaires et les entreprises qui luttent contre l'analphabétisme.

Sébastien Proulx répète qu'il fait de la lutte contre l'analphabétisme un « sujet d'intérêt personnel » dont il faut parler davantage. « Chaque fois que je me présente sur une tribune, je parle d'alphabétisation parce que c'est l'une des raisons pour lesquelles je fais de la politique. »

Le Devoir

Aidez-nous à faire
du Québec la société
la plus alphabétisée !

DONNEZ

fondationalphabetisation.org



Fondation pour l'alphabétisation

Des mots d'espoir

LES ORGANISMES COMMUNAUTAIRES FAMILLE

DES MILIEUX DE VIE
QUI CULTIVENT LE
GOÛT D'APPRENDRE
EN FAMILLE !

- Plaisirs des mots et des livres
- Collaborations Famille-École
- Préparation à l'entrée scolaire et réussite éducative
- Activités culturelles et soutien à l'implication sociale

Plus de 200 organismes partout au Québec.



Fédération québécoise des organismes communautaires Famille

fqocf.org

La FQOCF est membre du Réseau de lutte à l'analphabétisme.

ALPHABÉTISATION

LA JOURNÉE LIRE POUR RÉUSSIR

S'unir pour contrer ensemble l'analphabétisme

Lire et écrire. Deux actions quotidiennes qui peuvent apporter plaisir et accomplissement pour les uns, angoisse et sentiment d'échec, pour les autres. De nombreux Québécois se retrouvent dans le deuxième groupe. On estime en effet que plus d'une personne sur deux (53 %) éprouve des difficultés à lire et à utiliser l'écrit à divers degrés, dans la province. Ces individus n'ont pas les compétences en littératie pour lire en vue de comprendre, d'apprendre et d'agir en toute autonomie. L'écrivain et ethnologue Charles Prémont croit que l'ensemble de la société devrait se préoccuper de ce fléau.

MÉLANIE GAGNÉ

Collaboration spéciale

Charles Prémont est l'instigateur de La Journée Lire pour réussir, qui se tiendra le 8 septembre à la Grande Bibliothèque de BANQ. L'événement est organisé par l'Union des écrivains du Québec (UNEQ), avec la collaboration de plusieurs partenaires, dont la Fondation pour l'alphabétisation et l'Université du Québec à Montréal (UQAM). «On souhaite accueillir 150 participants», précise-t-il. Il faut créer un mouvement!

L'objectif est de réunir dans un même lieu, pour une rare fois, des acteurs du monde des affaires, du réseau de la santé, du milieu de l'éducation, de l'industrie de la culture, du milieu communautaire, et ce, de partout au Québec, afin qu'ils

échantent sur leur réalité et trouvent ensemble des pistes de solutions concrètes à ce fléau. «Ca concerne tout le monde: l'artiste, le patron d'usine, le directeur de chambre de commerce, etc. Le Québec a besoin d'un électrochoc! On doit se responsabiliser face à cet enjeu. Les conséquences de l'analphabétisme sont tragiques pour notre société», soutient M. Prémont.

Un niveau de littératie insuffisant fait en sorte que les individus ont de la difficulté à trouver du travail, à comprendre les enjeux de société et à participer au discours social et politique. «Savoir lire et écrire permet de participer à la démocratie. C'est le moyen pour tout le monde de donner son point de vue», poursuit l'ethnologue. «Le statu quo est insoutenable. On ne peut pas continuer sur ce

chemin. Si le niveau de littératie général ne s'améliore pas, ça va aller mal.»

Démarche éclairée par la recherche

Contre l'analphabétisme nécessite la concertation de différents acteurs et les initiatives doivent être inspirées par les connaissances issues de la recherche, indique Monique Brodeur, doyenne de la Faculté des sciences de l'éducation de l'Université du Québec à Montréal (UQAM), membre des conseils d'administration de la Fondation pour l'alphabétisation et de Centraide du Grand Montréal. Conférencière pour La Journée Lire pour réussir, Monique Brodeur signale que cet événement sera aussi l'occasion de procéder au lancement du Réseau québécois de recherche et de transfert en litté-



ISTOCK

«La meilleure façon d'aider les gens est de leur permettre d'apprendre à lire quand ils sont enfants», estime Monique Brodeur, doyenne de la Faculté des sciences de l'éducation de l'UQAM.

ratie, réseau qui entend devenir la référence en matière de littératie au Québec. «Si on veut combattre un fléau aussi complexe et persistant que l'analphabétisme, les efforts doivent être éclairés, on doit déboulonner les mythes, mettre en œuvre les stratégies les plus gagnantes. Le but est de fédérer l'ensemble des acteurs dans le domaine, de favoriser l'accès aux connaissances issues de la recherche ainsi qu'aux pratiques des milieux en littératie.»

La Journée Lire pour réussir a été imaginée en ce sens. Ainsi, des chercheurs guide-

ront les réflexions. «Au départ, trois conférences rapides seront présentées par des spécialistes sur le thème de la littératie. Les participants vont ensuite se rassembler pour discuter du sujet abordé, donner des suggestions. Le conférencier posera aussi des questions au public. Nous compilerons ensuite les données et produirons un rapport, explique Charles Prémont. Ce sera un document de solutions proposées par les citoyens.»

Le rôle de l'école

Monique Brodeur se réjouit

de la tenue de La Journée Lire pour réussir et croit qu'elle sera utile et profitable pour faire émerger des idées porteuses pour contrer l'analphabétisme. Néanmoins, elle affirme que l'école a un rôle principal à jouer dans l'enseignement de la lecture et le soutien au développement des compétences en littératie. «La meilleure façon d'aider les gens est de leur permettre d'apprendre à lire quand ils sont enfants. Tous les enfants n'arrivent pas à l'école avec le même bagage. L'école peut jouer un rôle formidable pour lutter contre les inégalités sociales, accroître l'équité, la justice sociale. Est-elle consciente de son rôle?», questionne la doyenne de la Faculté des sciences de l'éducation de l'UQAM. «Ca évolue progressivement. Il y a des ressources pour aider les enseignants.»

M^{me} Brodeur insiste sur l'importance d'agir tôt: «Nous avons l'obligation d'agir afin que, dès l'aube, chaque enfant bénéficie des interventions les plus prometteuses en vue de son accomplissement personnel et de sa participation citoyenne.»



POUR UNE STRATÉGIE DE LUTTE CONTRE L'ANALPHABÉTISME

Agissons en milieu de travail!



ftq.qc.ca | twitter.com/ftqnouvelles | www.facebook.com/laFTQ

MOT

SUITE DE LA PAGE H 2

la communauté crie. «Il était plein de colère de ne pas savoir, de ne pas comprendre son histoire et le mal de son peuple», se souvient-elle. Il avait soif de lire, mais en était incapable. Dès qu'il a su, il a dévoré des livres d'histoire et de politique. «Aujourd'hui, il m'écrit par Facebook et il est très impliqué dans sa communauté à lutter contre les problèmes des Premières Nations.»

Une aide enrichissante

Les tuteurs ressortent eux aussi gagnants de leur expérience, soutient Mélanie Valcin: «En plus de l'expérience humaine qu'ils vivent, ils gagnent de l'expérience dans le domaine de l'alphabétisation et du milieu communautaire. Ils apprennent à travailler en partenariat avec plusieurs organismes et peuvent se faire de précieux contacts pour un emploi futur.»

Le coordonnateur de projet du collège Frontière, Alexandre Michaud, peut lui-même en témoigner. Avant d'y travailler à temps plein, M. Michaud y a été bénévole. «Durant mes études en sociologie à l'Université Concordia, j'ai pris conscience dans mes cours qu'il y avait beaucoup de problèmes dans notre société, et je me sentais impuissant, raconte-t-il. J'ai alors commencé à être tuteur dans le programme du collège Frontière pour faire quelque chose de concret.»

Après avoir animé des cercles de lecture pour des enfants, il devient animateur d'un camp de littératie dans la communauté crie de Mistissini. «Mes cours de sociologie étaient moins déprimants par la suite, lance-t-il en riant. J'ai vu que des communautés se mobilisent et travaillent pour créer un meilleur avenir pour nos jeunes, et que je pouvais aider des gens à long terme et de façon concrète.»

Portes ouvertes

Le collège Frontière fêtera ses 25 ans d'activité à Montréal par une journée portes ouvertes le 8 septembre. Grand public, partenaires et bénévoles des 25 dernières années sont invités à venir célébrer l'événement à leur bureau du boulevard Saint-Laurent.

RGPAQ

SUITE DE LA PAGE H 3

temps», renchérit-elle, en ajoutant que «c'est une forme de reconnaissance de notre contribution à la réussite éducative.»

Aujourd'hui, si le RGPAQ se réjouit que ces 9 millions soient récurrents, ses membres souhaiteraient bien le voir indexé chaque année. «C'est peut-être modeste, mais pour nous c'est important afin que les organismes puissent maintenir leurs services», rappelle M^{me} Meunier.

Consolidation des équipes

À quoi servira cet investissement? «À consolider les équipes de travail», affirme sans hésiter la responsable. En effet, le travail des organismes en alphabétisation repose sur de petites équipes. S'ils peuvent compter sur la contribution des bénévoles et des membres de conseils d'administration, souvent les organismes sont tenus à bout de bras par deux ou trois personnes dont l'emploi est parfois précaire.

Dorénavant, il leur sera plus facile d'effectuer les tâches quotidiennes, la formation, le travail dans le milieu, le recrutement, la recherche de partenariat. «Même si on n'ajoute qu'un membre à une équipe, l'impact est direct sur la capacité du groupe à faire son travail. Ça se traduit par plus d'heures de formation pour les adultes, plus de travail dans le milieu pour sensibiliser et recruter, explique M^{me} Meunier. Aller rejoindre les personnes peu alphabétisées, c'est comme l'argent: c'est le nerf de la guerre... Si les gens ne viennent pas, on ne peut pas contribuer.» Si les répercussions de cet argent frais sur le terrain se font déjà sentir, tout deviendra beaucoup plus concret au cours des 12 prochains mois, selon la responsable.

Pour une stratégie nationale

Comme une vingtaine d'organisations, le RGPAQ est un membre actif du Réseau de lutte à l'analphabétisme qui avait lancé en mai 2016 une plateforme pour une stratégie nationale de lutte contre l'analphabétisme.

«La plateforme a été déposée comme mémoire dans le cadre des consultations sur la réussite éducative», précise M^{me} Meunier. Le document précise qu'il est important de tenir compte de la réalité des personnes peu ou pas alphabétisées et de leur famille, et qu'on doit permettre la



ANNIK MH DE CARUFEL LE DEVOIR

Le RGPAQ est déçu de ne pas trouver dans la nouvelle politique éducative des mesures pour lutter contre la pauvreté, regrette Caroline Meunier, responsable au développement des analyses et des stratégies du RGPAQ.

mise en œuvre de mesures structurantes. De plus, il est clairement mentionné que, si l'on veut mettre au point une stratégie de lutte contre l'analphabétisme, on doit s'appuyer sur une vision globale et cohérente du problème de l'analphabétisme, de ses causes et de ses conséquences. M^{me} Meunier, qui parle ici au nom du RGPAQ, affirme que «la nouvelle Politique de réussite éducative est en fait une stratégie d'alphabétisation et de francisation, et ce n'est pas exactement ce que le Réseau demandait». Pour l'organisme, la Politique de réussite éducative se concentre sur l'appropriation de l'écriture et de la lecture, alors que les enjeux d'une stratégie de lutte contre l'analphabétisme sont beaucoup plus nombreux.

Lutte contre la pauvreté

«Il n'y a pas de véritable réussite éducative possible sans lutte contre la pauvreté», martèle

M^{me} Meunier. Le RGPAQ est déçu de ne pas trouver dans la nouvelle politique éducative des mesures allant en ce sens. Ce défi ne concerne évidemment pas seulement le seul ministère de l'Éducation. Le ministre de l'Emploi et de la Solidarité sociale, François Blais, a d'ailleurs annoncé pour le mois de septembre le lancement d'un troisième plan de lutte contre la pauvreté. «On espère qu'il y aura une cohérence avec la Politique de réussite éducative. On sait que les élèves des milieux défavorisés ont tendance à plus décrocher, entre autres parce qu'ils vivent dans des conditions précaires. On se dit qu'un ne va pas sans l'autre, déclare la responsable. Dans un an, nous serons en campagne électorale. Est-ce que ça ne sera que des promesses? On souhaite que tous les acteurs, peu importe leur allégeance, portent le flambeau et appuient une stratégie de lutte contre la pauvreté.»